

## Les Français et les nouvelles mesures de sécurité routière

*Enquête réalisée en ligne par l'institut Harris Interactive les 12 et 13 mai 2011. Echantillon de 1102 individus issus de l'access panel Harris Interactive, représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région d'habitation de l'interviewé(e).*

-----

A la demande du site *AutoPlus.fr*, Harris Interactive a réalisé une étude auprès d'un échantillon représentatif de la population française afin de **mesurer la perception des nouvelles mesures de sécurité routière annoncées par le gouvernement**.

Cette enquête fait apparaître que :

- **Les Français se déclarent majoritairement favorables aux mesures mettant en place des sanctions plus lourdes pour les personnes adoptant des comportements interdits au volant**, qu'il s'agisse de la conduite avec un taux d'alcoolémie supérieur à 0,8g par litre de sang (76% favorables), de l'usage du téléphone au volant (72%), ou des excès de vitesse de plus de 50km/h (58%).
- **En revanche, ils sont partagés sur la mesure visant à augmenter le nombre de radars** (47% favorables et 50% opposés) **et majoritairement opposés à l'interdiction des avertisseurs de radars (56%) et à la suppression des panneaux indiquant la présence de radars fixes (65%)**.
- Si les Français ne désapprouvent pas la totalité des mesures annoncées par le gouvernement, **ils jugent néanmoins que sa motivation principale est moins d'améliorer la sécurité routière que de provoquer des rentrées d'argent supplémentaires** (32% contre 65%).

Dans le détail :

**Les Français, dans leur ensemble, se disent plutôt favorables à diverses mesures alourdissant les sanctions pour des comportements interdits au volant** : 76% des Français sont favorables, dont 45% « tout à fait favorables », à un retrait de 8 points sur le permis de conduire lorsque le taux d'alcoolémie d'un conducteur est supérieur à 0,8g par litre de sang, contre 6 points actuellement. 72% sont favorables (dont 42% tout à fait) à un retrait de 3 points et 135€ d'amende pour l'usage du téléphone au volant, contre 2 points et 35€ actuellement. 58% approuvent également (dont 29% tout à fait) la considération des excès de vitesse de plus de 50km/h comme des délits dès la première fois, entraînant un risque de 3 750€ d'amende et d'une peine de prison. Notons que ces différentes mesures sont particulièrement approuvées par les sympathisants de Droite (respectivement 80%, 77% et 70%) mais aussi par ceux d'Europe Ecologie – Les Verts (respectivement 88%, 83% et 66%) et par les habitants des agglomérations de plus de 200 000 habitants (respectivement 84%, 74% et 63%). Le jugement sur la mesure concernant l'usage du téléphone au volant est quant à lui plus tranché chez les 50 ans et plus (78% favorables) que chez les 18-24 ans (61% favorables).

**En revanche, les Français se déclarent plutôt hostiles à des mesures visant à approfondir la surveillance du réseau routier par des radars de vitesse**, que ce soit en déployant 1 000 nouveaux radars (50% opposés, dont 23% tout à fait, pour 47% favorables), en interdisant les avertisseurs de radars à bord des voitures (56% opposés, dont 32% tout à fait, pour 41% favorables), ou en supprimant les panneaux indiquant la présence de radars fixes (65% opposés, dont 39% tout à fait, pour 32% favorables). Là encore, les plus favorables aux mesures sont les habitants des plus grandes agglomérations (plus de 200 000 habitants : respectivement 54%, 48% et 43% favorables), et les sympathisants de Droite (69%, 56% et 48%) ou d'EELV (69%, 62% et 46%), mais également ceux qui se déplacent le plus souvent en transports en commun (58%, 51% et 47%). A l'inverse, ceux qui résident dans des agglomérations de 2 000 à 20 000 habitants y sont nettement moins favorables (respectivement 39%, 34% et 25% favorables), de même que les sympathisants du Front de Gauche (respectivement 35%, 33% et 20%).

Enfin, **les deux-tiers des Français (65%) attribuent principalement l'initiative de ces mesures à la volonté du gouvernement de disposer de rentrées d'argent plus importantes** (dont 90% des utilisateurs de deux-roues motorisés et 82% des sympathisants du Front de Gauche), pour seulement 32% estimant que l'intention est

